

	DATE	NUMÉRO
DÉPÔT	30/03/2015	2015-2736
ENREGISTREMENT	02/04/2015	126264/CO/300

ARRÊTÉ ROYAL

MONITEUR BELGE

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 TER

Séance du mardi 24 mars 2015

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 TER DU 24 MARS 2015 MODIFIANT LA
CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009 CONCERNANT
LES ECO-CHEQUES**

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Vu l'article 38, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 25° du CIR 92 ;

Vu la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques enregistrée le 28 mai 2009 sous le numéro 92235/CO/300, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 98 bis du 21 décembre 2010 enregistrée le 18 janvier 2011 sous le numéro 102839/CO/300 ;

Considérant que, conformément à l'article 4 de la convention collective de travail n° 98, les interlocuteurs sociaux s'engagent à évaluer, tous les deux ans, la nécessité d'actualiser sur le fond la liste de produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques ;

Considérant que cette évaluation doit se réaliser au regard des nouvelles conceptions et politiques écologiques mais également tenant compte d'un besoin de stabilité du système des éco-chèques ;

Considérant que les interlocuteurs sociaux entendent, lors de cette évaluation, préserver l'objectif qu'ils ont poursuivi lors de l'institution des éco-chèques, à savoir une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'octroi d'un avantage spécifiquement destiné à l'achat de produits ou de services présentant une plus-value écologique ;

Considérant que les éco-chèques doivent permettre de (ré)orienter, pour leur montant, le comportement d'achat des travailleurs vers des produits et services qui présentent une valeur ajoutée sur le plan écologique et de pérenniser ce comportement d'achat ;

Considérant que pour assurer une lisibilité de la liste, il convient de remplacer celle existante par une liste coordonnée ;

Considérant l'avis n° 1.928 du 24 mars 2015 portant sur l'examen de la liste des produits et services à caractère écologique annexée à la convention collective de travail n° 98, cycle d'évaluation 2014.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations nationales des classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 24 mars 2015, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1er

La liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques annexée à la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques est remplacée par la liste annexée à la présente convention collective de travail.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juin 2015.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire la plus diligente, moyennant un préavis de six mois. L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le vingt-quatre mars deux mille quinze.

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

Annexe - Liste des produits et services pouvant être acquis avec des éco-chèques

I. Économie d'énergie

- A. Achat et/ou placement (par des entrepreneurs enregistrés) de produits et services qui satisfont aux critères de réductions fiscales fédérales en vue d'économiser l'énergie, prévues à l'article 145, 24° du Code des impôts sur les revenus ;
- B. Achat et placement des produits suivants qui disposent du label énergétique européen à partir de la classe :
 - A++ : * lave-vaisselle ménagers ;
* réfrigérateurs, congélateurs et appareils combinés ;
* lave-linge ménagers, sèche-linge et appareils combinés ;
 - A+ : télévisions, fours et hottes, dispositifs de chauffage des locaux et chauffe-eau ;
 - B : aspirateurs et lampes électriques, luminaires et éclairages LED ;
- C. Achat de produits qui sont spécifiquement destinés à l'isolation des habitations ;
- D. Construction et rénovation d'habitations avec une norme énergétique qui satisfait aux critères européens pour la « consommation d'énergie quasi nulle » ou d'habitations passives ;
- E. Achat de produits et services permettant des économies d'énergie dans les habitations, à savoir les chaudières à haut rendement, les systèmes de régulation du chauffage, les vannes thermostatiques et les vitrages à haut rendement (qui ont un coefficient U d'au maximum 0,8) ainsi que les audits énergétiques, audits par thermographie infrarouge et les tests d'étanchéité à l'air ;
- F. Achat d'appareils rendant les consommateurs conscients de leur consommation énergétique et d'appareils qui enregistrent et mesurent l'énergie ;
- G. Achat et placement de systèmes de gestion de la ventilation des habitations répondant à la norme NBN 50-001 types C à la demande et D avec récupération de chaleur.

II. Energies renouvelables

- A. Appareils électriques qui fonctionnent exclusivement à l'énergie solaire ou à l'énergie manuelle ;
- B. Achat et placement de produits à usage domestique permettant la production d'énergie renouvelable à savoir les panneaux photovoltaïques, les chauffe-eau solaires, les capteurs solaires, les pompes à chaleur et les éoliennes, y compris les compteurs et transformateurs qui permettent de connecter ces produits au réseau électrique.

III. Économie et gestion de l'eau

- A. Douchette économique ;
- B. Citerne de récupération d'eau de pluie ;
- C. Économiseur d'eau pour robinets ;
- D. Réservoir d'eau pour toilettes avec touche économique ;
- E. Achat et placement de dalles de gazon (alvéolaires) et de pavés perméables.

IV. Promotion de la mobilité durable

- A. Placement d'un filtre à particules sur les voitures diesels dont l'année de construction se situe jusqu'en 2005 inclus ;
- B. Placement d'une installation LPG sur les voitures ;
- C. Titres de transport pour les transports en commun, à l'exception des abonnements ;
- D. Location, achat et entretien de vélos, y compris de vélos assistés exclusivement par un moteur auxiliaire électrique, de pièces pour vélos et d'accessoires pour vélos. Location, achat et entretien de scooters électriques ;

- E. Services de mise à disposition de vélos partagés et de voitures partagées, électriques ou non, sans chauffeur ;
- F. Cours d'éco-conduite ;
- G. Déplacements en autocar ;
- H. Achat et placement de bornes de recharge pour pouvoir recharger un véhicule électrique.

V. Gestion des déchets

- A. Achat de piles NiMH portables et rechargeables et de chargeurs pour ce type de piles ;
- B. Fût ou bac de compostage ;
- C. Produits entièrement constitués de matériaux compostables ou biodégradables qui répondent à la norme NBN EN 13432, ainsi que les langes lavables ;
- D. Papier 100 % recyclé non blanchi ou blanchi TCF ;
- E. Achat de machines à soda, d'accessoires et de recharges pour ces machines ;
- F. Achat de vêtements, de livres et de meubles meublants de seconde main ou d'occasion.

VI. Promotion de l'écoconception

- A. Produits et services qui disposent du label écologique européen ou du logo de production biologique de l'Union européenne ;
- B. Infrastructures touristiques situées en Belgique qui disposent du label Green Key/Clé verte/Groene Sleutel.

VII. Promotion de l'attention pour la nature

- A. Achat de bois exploité durablement (FSC ou PEFC) ou d'objets fabriqués en bois exploité durablement, ainsi que de papier produit à partir de fibres recyclées ou de fibres vierges provenant de bois exploité durablement ;

- B. Achat d'arbres et de plantes d'extérieur, de bulbes et de semences pour l'extérieur, d'outils de jardinage non motorisés, de terreau, de terre végétale et de compost qui répond aux conditions fixées par les Régions ainsi que d'engrais garantis bio.

	DATUM	NUMMER
NEERLEGGING	30/03/2015	2015-2736
REGISTRATIE	02/04/2015	126264/CO/300

KONINKLIJK BESLUIT

BELGISCH STAATSBLAD

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST Nr. 98 TER

Zitting van dinsdag 24 maart 2015

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques

x x x

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 TER VAN 24 MAART 2015 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 VAN 20 FEBRUARI 2009 BETREFFENDE DE ECOCHEQUES

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op artikel 38, § 1, eerste lid, 25° van het WIB 92;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques, geregistreerd op 28 mei 2009 onder het nummer 92235/CO/300, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 bis van 21 december 2010, geregistreerd op 18 januari 2011 onder het nummer 102839/CO/300;

Overwegende dat de sociale gesprekspartners zich overeenkomstig artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 ertoe verbinden om de twee jaar te evalueren of de lijst van ecologische producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden inhoudelijk moet worden bijgewerkt;

Overwegende dat bij die evaluatie rekening moet worden gehouden met de nieuwe ecologische inzichten en beleidsontwikkelingen, maar ook met de nood aan stabiliteit van het stelsel van de ecocheques;

Overwegende dat de sociale gesprekspartners bij die evaluatie niets willen afdoen aan de doelstelling die ze hebben vastgesteld bij de uitwerking van het stelsel van de ecocheques, namelijk een verhoging van de koopkracht van de werknemers door de toekenning van een voordeel dat specifiek bestemd is voor de aankoop van producten of diensten met een ecologische toegevoegde waarde;

Overwegende dat de ecocheques ervoor moeten kunnen zorgen dat de werknemers, voor het bedrag van de ecocheques, producten en diensten met een ecologische toegevoegde waarde kopen of op dergelijke producten en diensten overschakelen, en dat een dergelijk aankoopgedrag blijvend wordt;

Overwegende dat ter wille van de leesbaarheid de bestaande lijst moet worden vervangen door een gecoördineerde lijst;

Overwegende het advies nr. 1.928 van 24 maart 2015 over de bespreking van de bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 gevoegde lijst van ecologische producten en diensten, evaluatiecyclus 2014.

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- het Verbond van Belgische Ondernemingen
- de nationale middenstandorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979
- de Boerenbond
- "la Fédération wallonne de l'Agriculture"
- de Unie van Socialprofitondernemingen
- het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- het Algemeen Belgisch Vakverbond
- de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 24 maart 2015 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

De lijst van ecologische producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden, welke lijst bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques is gevoegd, wordt vervangen door de lijst die als bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst is opgenomen.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juni 2015.

Zij is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan op verzoek van de meest gerede ondertekenende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden er zich toe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op vierentwintig maart tweeduizend vijftien.

x x x

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

Bijlage – Lijst van producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden

I. Energiebesparing

- A. Aankoop en/of plaatsing (door geregistreerde aannemers) van producten en diensten die voldoen aan de criteria van de in artikel 145, 24° van het Wetboek Inkomstenbelastingen bepaalde federale fiscale verminderingen met het oog op energiebesparing;
- B. Aankoop en plaatsing van de volgende producten met het Europese energielabel vanaf de klasse:
- A++: * huishoudelijke afwasmachines;
 - * koelkasten, diepvriezers en combinaties daarvan;
 - * huishoudelijke wasmachines, droogtrommels en combinaties daarvan;

 - A+: televisies, ovens en afzuigkappen, ruimteverwarmingstoestellen en warmwatertoestellen;

 - B: stofzuigers en elektrische lampen, verlichtingsarmaturen en ledverlichting;
- C. Aankoop van producten die specifiek bestemd zijn voor de isolatie van woningen;
- D. Bouw en renovatie van woningen met een energienorm die voldoet aan de Europese criteria voor bijna-energie neutrale gebouwen of passiefwoningen;
- E. Aankoop van producten en diensten die zorgen voor energiebesparing in woningen, namelijk hoogrendementsketels, systemen voor warmteregeling en thermostatische kranen, hoogrendementsglas (U-waarde van maximum 0,8), energie-audits, audits via infraroodthermografie en luchtdichtheidstests;
- F. Aankoop van apparaten die consumenten bewust maken van hun energieverbruik en apparaten die de energie registreren en meten;
- G. Aankoop en plaatsing van beheerssystemen voor ventilatie van woningen, die voldoen aan de norm NBN 50-001 types C (met vraagsturing) en D (met warmteterugwinning).

II. Hernieuwbare energie

- A. Elektrische apparaten die uitsluitend werken op zonne-energie of op handmatig geproduceerde energie;
- B. Aankoop en plaatsing van producten voor huishoudelijk gebruik waarmee hernieuwbare energie kan worden opgewekt, namelijk fotovoltaïsche panelen, zonneboilers, zonnecollectoren, warmtepompen en windturbines, inclusief meters en omvormers om die producten aan het elektriciteitsnet te koppelen.

III. Waterbesparing en -beheer

- A. Spaardouchekop;
- B. Recuperatietank voor regenwater;
- C. Hulpstuk voor waterbesparing op kranen;
- D. Spoelbak voor toiletten met spaarknop;
- E. Aankoop en plaatsing van grastegels (met honingraatstructuur) en waterdoorlatende tegels.

IV. Bevordering duurzame mobiliteit

- A. Plaatsing van roetfilters in personendieselwagens met bouwjaar tot en met 2005;
- B. Plaatsing van een lpg-installatie in personenwagens;
- C. Vervoerbewijzen voor openbaar vervoer, met uitzondering van abonnementen;
- D. Huur, aankoop en onderhoud van fietsen, met inbegrip van fietsen uitsluitend ondersteund door een elektrische hulpmotor, fietsonderdelen en fietstoebehoren. Huur, aankoop en onderhoud van elektrische scooters;

- E. Diensten voor de terbeschikkingstelling van – al dan niet elektrische – deelfietsen en -auto's zonder chauffeur;
- F. Cursussen ecodriving;
- G. Verplaatsingen met de autocar;
- H. Aankoop en plaatsing van herlaadpalen om een elektrisch voertuig op te laden.

V. Afvalbeheer

- A. Aankoop van oplaadbare, draagbare NiMH-batterijen en van oplaadtoestellen voor dergelijke batterijen;
- B. Compostvat of compostbak;
- C. Producten die volledig bestaan uit composteerbaar of biologisch afbreekbaar materiaal, die voldoen aan de norm NBN EN 13432, alsook wasbare luiers;
- D. Papier dat voor 100 % gerecycleerd is en dat ongebleekt of TCF-gebleekt is;
- E. Aankoop van sodamachines, accessoires en navullingen voor die machines;
- F. Aankoop van tweedehandskleding, -boeken en -meubilair.

VI. Bevordering van ecodesign

- A. Producten en diensten met het Europese ecolabel of het EU-logo voor biologische productie;
- B. Toeristische infrastructuur in België met het label Green Key/Groene Sleutel/Clé verte.

VII. Bevordering van de aandacht voor de natuur

- A. Aankoop van duurzaam geëxploiteerd hout (FSC of PEFC) of houtproducten gemaakt uit duurzaam geëxploiteerd hout, alsook papier dat geproduceerd is met gerecycleerde vezels of met verse vezels afkomstig van duurzaam geëxploiteerd hout;
- B. Aankoop van bomen en buitenplanten, bloembollen en zaden voor buiten, niet gemotoriseerde tuingereedschappen, potgrond, teelaarde en compost die voldoet aan de door de Gewesten gestelde voorwaarden, alsook meststoffen met biogarantie.
